

M. Howe défend son ministère et attaque le "Financial Post"

Une presse traite de "provincialiste" M. Lapointe — M. Howe dit que le "Financial Post", de Toronto, est "le saboteur numéro 1 du pays" — A propos de secrétariat et d'honoraires

DE PRETENDUS AMIS DU MINISTÈRE LUI TIRENT DANS LES JAMBES

(Par Léopold RICHER)

Ottawa, 27-II-41 — La presse libérale de la province de Québec a dit mardi que le discours de M. Ernest Lapointe la veille à la Chambre des communes avait définitivement disposé du mouvement en faveur du gouvernement d'union. Ce n'est pas exact. On a dit ici que vu l'opposition de M. Lapointe au cabinet d'union, la presse sympathique au mouvement s'en prendrait dorénavant au ministre de la Justice. La réaction de la presse anglo-canadienne ne s'est pas fait attendre. Le *Telegram* de Toronto annonce dans une manchette énorme que le gouvernement King est dominé par la province de Québec. Le *Globe and Mail* de Toronto, le *Journal d'Ottawa* et la *Gazette* de Montréal se sont tous efforcés, dès hier, de faire comprendre à leurs lecteurs que M. Lapointe a parlé en provincialiste; et que M. Mackenzie King comprend mieux la nécessité d'un gouvernement d'union, les besoins de l'heure, que son ministre de la Justice. C'est la seconde étape de la campagne. Nous assisterons bientôt à de nouveaux développements.

M. Howe dit ce qui en est

Hier la séance de la Chambre des communes a été à fond chargée. Il aurait des colonnes et des colonnes de journal pour rapporter et énumérer tout ce qui s'est dit. M. C. D. Howe, ministre des munitions et de l'approvisionnement, a expliqué le fonctionnement de son ministère et exposé les mésaventures de la *Federal Aircraft* au sujet desquelles M. R. B. Hanson désirait soulever un incident l'autre jour. M. Howe a fait les aveux nécessaires. Il a parlé en homme d'affaires, avec franchise, même avec une confiance et une sûreté qui en imposaient.

Il s'est attaqué au *Financial Post* de Toronto, l'accusant d'être "le saboteur Numéro Un" du pays. M. Mackenzie King lui-même s'est porté à la défense de son ministre, rappelant que M. Howe avait été attaqué par le *Post* pen-

dant sa mission en Grande-Bretagne.

Trahi par les siens

A propos du *Financial Post*, il est édifiant de préciser que maints articles qu'il publie contre le gouvernement libéral proviennent de sources libérales. Le gouvernement King-Lapointe est à se faire trahir par de prétendus amis. Si l'on approfondissait l'étrange situation qui existe à Ottawa depuis quelques mois, on découvrirait qu'il y a des gens qui posent en amis du gouvernement King-Lapointe, en vivent aussi, et qui entretiennent des relations des plus cordiales avec les intrigants qui travaillent à l'établissement d'un gouvernement d'union. Or la formation de ce gouvernement entraînerait le départ immédiat de M. Lapointe du ministère: c'est du moins ce que M. Lapointe a dit lundi. Par conséquent certains libéraux, consciemment ou inconsciemment, travaillent à précipiter, de bien inexplicable façon, le départ de M. Lapointe du cabinet.

Contrats de guerre

Le gouvernement fédéral a accordé à l'*Anglin Norcross Company Limited* de Montréal des contrats d'une valeur globale estimée de \$5,200,000 pour des travaux de construction à Saint-Malo, à la Côte du Palais et à Valcartier, aux usines de guerre qui fabriquent des armes légères. Ces contrats, ou les a accordés sans soumissions, a révélé le gouvernement en réponse à des questions que M. Wilfrid La-Croix, député libéral de Québec-Montmorency, avait inscrites au feuillet de la Chambre. Un premier contrat de \$2,500,000 est allé à la maison Anglin Norcross. Mais après que la Grande-Bretagne eut demandé l'augmentation de la production des arsenaux, on a cru bon de passer à la même maison un autre contrat d'une valeur de \$2,700,000. Ces contrats sont accordés d'après la formule du coût plus un

(Suite à la dernière page)

(Suite de la première page)

honoraires fixe. On inclut dans le coût une rétribution de service mensuelle de \$6,000 et un loyer à raison de 3% par mois. L'honoraire fixe est de \$52,500 pour les services tels que les achats, la préparation des sous-contrats, la tenue des livres, les services d'embauchage, les salaires des entrepreneurs, etc.

Ces \$5,200,000 ne représentent qu'une partie de la somme que l'on se propose de dépenser aux arsenaux de Québec. La somme totale s'élève à \$10,000,000. Lorsque le premier contrat a été accordé à l'Anglin Norcross, a dit le gouvernement hier après-midi, les travaux à accomplir étaient si compliqués, leur besoin en était si urgent que, après avoir consulté les gens qui dirigent l'arsenal, on a jugé qu'il n'était guère pratique de préparer des plans et de demander des soumissions, ainsi qu'on le fait d'habitude. On a cru bon aussi d'accorder un contrat global à une seule entreprise, en vue d'éviter la confusion et les délais. Pour ce qui reste des travaux à accomplir aux arsenaux de Québec, le ministère se propose de préparer des plans et de demander des soumissions aux entrepreneurs locaux et régionaux qui sont en mesure de faire des soumissions. Le ministère ajoute que la quantité de travaux devant être ainsi accordée sera considérable.

A propos d'un secrétaire

M. Adjutor Savard, correspondant parlementaire de l'organe libéral de Montréal, le *Canada*, ancien secrétaire français de la Commission Sirois, ancien publiciste français de la Fédération libérale nationale, a été employé par le gouvernement libéral King-Lapointe à titre de secrétaire-adjoint de la conférence interprovinciale des 14 et 15 janvier 1941, conférence qui s'est terminée par un fiasco aussi éclatant que mérité, principalement à cause de la propagande anglaise et française que le gouvernement fédéral avait fait rédiger et distribuer pour préparer l'opinion publique au coup de main audacieux que l'on méditait contre l'autonomie des provinces. Des journaux hebdomadaires et quotidiens de la province de Québec ont protesté énergiquement contre cette propagande.

M. J.-S. Roy, député de Gaspé, avait inscrit les questions suivantes au feuillet de la Chambre: "1. M. Adjutor Savard a-t-il été à l'emploi du gouvernement fédéral avant, pendant et après la conférence interprovinciale des 14 et 15 janvier 1941? 2. Dans l'affirmative, pendant combien de temps? 3. Quelles étaient ses fonctions? 4. Combien a-t-il reçu pour ses services?" Le gouvernement a répondu hier après-midi qu'en effet M. Adjutor Savard avait été employé comme secrétaire-adjoint de la conférence interprovinciale. Quoique la conférence interprovinciale n'ait duré que deux jours, les 14 et 15 janvier 1941, M. Adjutor Savard a été employé par le gouvernement, à titre de secrétaire-adjoint de cette conférence, du 4 décembre 1940 au 31 janvier 1941. M. Adjutor Savard a été payé à raison de \$425.00 par mois.

En réponse à une autre demande de renseignement de M. J.-S. Roy, député de Gaspé, au sujet de M. Adjutor Savard, le gouvernement a déclaré que ce dernier n'est pas à l'emploi du gouvernement fédéral à titre de publiciste français de la campagne en faveur de l'épargne de guerre. Toutefois, M. Savard est employé par le comité des publicistes canadiens de la finance de guerre. Ce comité, semblable à celui qui fut institué pendant la guerre de 1914-1918, a été établi par les publicistes canadiens en vue de venir en aide au ministre des Finances dans la campagne de publicité en faveur de l'épargne et de la finance de guerre. Ces publicistes ont offert volontairement leurs services qui furent acceptés par le ministre, mais ils en ont assumé l'entière responsabilité. Le gouvernement n'a pas eu un mot à dire dans le choix du comité, ni des sous-comités ni de leur personnel. Cependant le gouvernement a consenti à dédommager le comité des menues dépenses qu'il encourt (*out-of-pocket expenses*).

Étude des règlements de la défense

Le premier ministre, M. Macenzie King, a fait connaître les noms des députés qui feront partie de la commission parlementaire chargée d'étudier les règlements de la défense du Canada. Ces députés sont: MM. Ernest Bertrand (Montréal), George Black (Yukon), Brooke Claxton (Montréal), M.-J. Oldwell (Rosetown), Vincent Durois (Chambly-Rouville), E.-G. Mansel (MacLeod), Olof Hanson (Keena), D.-K. Hazen (St-Jean, N.-B.), Paul Martin (Essex), Ralph Haybank (Winnipeg), H.-B. McKinlay (Kenora), J.-E. Michaud, ministre des Pêcheries; G.-H. Ross (Calgary), J.-A. Ross (Souris) et Arthur Slaght (Parry-Sound). M. Macenzie King présentera ces jours-ci une résolution établissant la commission parlementaire qui, l'an dernier, a été chargée d'un travail du même genre. L'année passée les re-

commandations de la commission avaient été acceptées et mises en pratique.

Journaux et politiciens

Terminons cette lettre en parlant des journaux et des hommes politiques, sujet d'actualité par lequel on assiste de ce temps-ci à une campagne de presse contre le gouvernement. M. Howe s'est plu hier des critiques de la presse contre son ministère; il s'en est plu particulièrement au *Financial Post*. M. R.-B. Hanson, chef de l'opposition, a fait quelques remarques à ce sujet. "Si le ministre (M. Howe) est sage, il se surveillera de près lorsqu'il attaquera les journaux. D'après son expérience, les journaux ont toujours le dernier mot, quelque juste que soit votre cause et pure votre intention..." — "N'attaquez jamais un journal à moins que vous n'en possédiez un vous-même", de dire M. Earl Rowe, conservateur de Dufferin-Simcoe. "J'ai beaucoup de respect pour les journaux parce que j'ai beaucoup d'expérience, a ajouté M. Hanson. Il vaut mieux souffrir en silence que de combattre les gens de la presse, lorsque vous ne pouvez lutter sur votre propre terrain."

Il y a pas mal de vrai dans les paroles de M. Hanson. Mais il y a aussi de l'exagération. La presse est puissante; mais elle n'est pas toute-puissante. Cela aussi est une vérité d'expérience.

Léopold RICHER